

Communiqué

GROUPE DES DÉPUTÉ-E-S COMMUNISTES ET RÉPUBLICAINS

ALAIN BOCQUET

Président du groupe des député-e-s communistes et républicains

FUSION GDF-SUEZ :

LE GOUVERNEMENT SACRIFIE L'INTÉRÊT NATIONAL AUX APPÉTITS BOURSIERS

Le projet de fusion entre GDF et Suez, brandi dans la précipitation par le gouvernement, est tout à la fois contraire à l'intérêt des 200.000 salariés des deux groupes et à celui des millions d'usagers du gaz, de l'électricité et de l'eau. Cette opération d'absorption-privatisation, décidée en catimini, consacrerait un grave affaiblissement de la maîtrise publique sur l'énergie, une fuite en avant dans une concurrence incohérente et nuisible avec EDF ainsi qu'un renforcement de la pression usurière des marchés financiers. L'addition risque d'être lourde en emplois supprimés, en hausses de tarifs et en réductions d'investissements nécessaires à la sécurisation et à la modernisation de secteurs vitaux pour notre peuple, nos collectivités locales et notre économie.

Il existait d'autres moyens pour assurer la pérennité de Suez, notamment en renforçant la participation de la Caisse des dépôts ou en usant, à l'instar de l'Espagne, de dispositifs de protection contre les OPA sauvages. La constitution d'un pôle public de l'énergie autour d'un rapprochement EDF-GDF demeure en outre la solution la plus efficace pour assurer l'indépendance énergétique, la sûreté d'approvisionnement à des prix abordables et répondre aux défis environnementaux.

Mais la majorité UMP, grisée par l'euphorie des apprentis sorciers de la bourse, préfère miser sur le pilotage égoïste et à courte vue des actionnaires. Dans ce but, le gouvernement n'hésite pas à forcer la main au pays et au Parlement en violation flagrante des principes constitutionnels. Une réduction de la part de l'Etat dans le capital de GDF sous le seuil des 50% contrevient en effet au 9e alinéa du Préambule de la Constitution de 1946 qui prévoit que " tout bien, toute entreprise, dont l'exploitation a ou acquiert les caractères d'un service public national ou d'un monopole de fait, doit devenir la propriété de la collectivité ".

Les députés communistes et républicains exigent l'abandon immédiat de l'opération de fusion GDF-Suez et une réorientation de la politique française et européenne de l'énergie donnant la priorité aux coopérations industrielles et à la maîtrise publique sur les raids financiers des multinationales et des fonds spéculatifs.

RELATIONS PRESSE

Tél. : 01 40 63 60 84 • presse.cr@assemblee-nationale.fr • Fax : 01 40 63 53 87

Assemblée nationale • Groupe des député-es communistes et républicains
126, rue de l'université • 75355 PARIS CEDEX 07 SP • Tél. : 01 40 63 60 83 • Fax : 01 40 63 55 21
[http : //www.groupe-communiste.assemblee-nationale.fr](http://www.groupe-communiste.assemblee-nationale.fr) • groupe.cr@assemblee-nationale.fr